

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Vendredi
16 janvier 1976

No 409
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

NOMBREUSES ACTIONS CONTRE LE CHOMAGE

Pas de capitulation sur le chômage partiel !

Mercredi après-midi une réunion a eu lieu entre patronat et centrales syndicales sur les conditions d'indemnisation du chômage partiel.

Il s'agit pour le patronat de renouveler l'accord signé en juin dernier qui comportait deux clauses essentielles :

- le nombre d'heures indemnisées était porté à 470 heures par an ;
- l'indemnité globale pour chaque heure perdue au-dessous de la durée « légale » de 40 heures par semaines devait se monter à 50 % de la rémunération horaire brute.

Vu l'utilisation du chômage partiel par les capitalistes pour reporter le poids de leur crise sur les travailleurs, on mesure aisément l'importance des négociations actuelles.

En effet, quel dirigeant ouvrier qui n'a pas abandonné un point de vue de classe prolétarien peut accepter d'apposer sa signature au bas de tels accords.

Reconnaître noir sur blanc le droit des patrons de ne rien payer au-delà de 470 heures quand des milliers d'ouvriers perdent plus de 500 heures de travail par an ; reconnaître noir sur blanc le droit des patrons de diminuer de moitié le paiement des heures chômées en-dessous de 40 heures et leur permettre de ne pas payer les heures chômées au-dessus de 40 heures, est-ce que d'authentiques dirigeants ouvriers peuvent accepter cela ? Nous disons, nous : non !

Nous ne sommes pas des rêveurs et des partisans du tout ou rien. Nous savons que tant que la bourgeoisie détient le pouvoir, la satisfaction des revendications immédiates implique des compromis. Mais les ouvriers savent d'expérience que seule la lutte au pied à pied fondée sur le refus catégorique des attaques du patronat peut permettre d'imposer de justes revendications.

La première revendication, une revendication de principe, c'est de refuser le chômage partiel et d'exiger le paiement intégral des heures chômées qu'elles soient au-dessus ou au-dessous de 40 heures. D'ailleurs, chacun sait qu'accepter 40 heures avec diminution de salaire c'est de la capitulation pure et simple. Voilà pourquoi nous disons, nous, aux ouvriers : camarades ne faites confiance qu'à vos luttes. Ne reconnaissez pas les accords de capitulation signés sur votre dos comme en juin dernier. Opposez-vous du tac au tac aux attaques du patronat.

Refusez le chômage partiel et exigez le paiement intégral des heures chômées. Cette voie de la lutte avec grève, occupation et autres formes d'action est la seule valable.

Les petites capitulations conduisent aux grandes défaites.

Où la lutte est possible, et la victoire aussi.

- Les journalistes d'«Ouest France» en grève
- Rouen : une occupation de «Paris-Normandie»
- «Parisien libéré» : les archives d'Amaury balayées (PAGE 3)



70 000 exemplaires du «Parisien libéré» déversés sur la chaussée.

UN GRAND CRI DE DOULEUR

La levée des cendres de Chou En-lai

Une foule innombrable a assisté mercredi soir à la levée des cendres du camarade Chou En-lai qui ont été retirées du Palais de la culture des travailleurs où elles étaient exposées depuis trois jours.

Un cortège de quelque cent voitures officielles - dont celle transportant

l'urne funéraire - s'est dirigé vers l'immense Palais de l'Assemblée nationale populaire où sera prononcée l'éloge funéraire.

La sortie de l'urne funéraire a revêtu une solennité exceptionnelle. Pour la première fois depuis plusieurs années, les tribunes de ciment ocre

rouge qui bordent la Cité interdite, étaient comblées.

Devant elles, de nombreux détachements de soldats étaient figés au garde à vous. Une foule compacte barrait la grande avenue Changan et bordait, sur une bonne dizaine de mètres d'épaisseur chaque côté du parcours.

Des sanglots, une grande clameur de douleur, se sont élevés au passage du cortège. De nombreux soldats et membres du service d'ordre pleuraient aussi.

L'inhumation des cendres du camarade Chou En-lai a lieu ce jeudi, au cimetière des révolutionnaires de Papaoshan, à une trentaine de kilomètres de Pékin.

PENDANT QUE LES COMBATS FONT RAGE A BEYROUTH

L'ARMEE LIBANAISE AGRESSE UN CAMP PALESTINIEN

Alors que la Résistance palestinienne déploie inlassablement tous ses efforts pour apaiser la tension au Liban et permettre le maintien de l'unité nationale, un camp palestinien vient d'être investi par les phalanges, qui, contrairement à la volonté profonde du peuple libanais de toute confession, s'opposent à l'accueil des Palestiniens réfugiés sur le sol libanais. Pour la première fois aussi, cinq ans après le sinistre «septembre noir» jordanien qui fit 30 000 morts parmi les Palestiniens, l'armée libanaise est intervenue aux côtés des phalanges.

COMMUNIQUÉ DE YASSER ARAFAT

Les chars et auto-mitrailleuses de l'armée libanaise ont investi le camp de Dbayeh après une bataille acharnée qui a duré cinq jours. L'armée a engagé ses forces pour

Il est évident que l'occupation du camp de Dbayeh comme le siège du camp de Tall Zaatar font partie d'un vaste complot dirigé contre la Résistance palestinienne, visant à la rendre responsable de la guerre civile au Liban. Et ceci, au moment précis où le Conseil de sécurité de l'ONU accueille pour la première fois l'OLP en son sein.

C'est ce qui explique la vigueur de la réaction des porte-paroles palestiniens, traduite dans le communiqué de Yasser Arafat que nous reproduisons intégralement ci-dessous.

soutenir l'action des forces isolationnistes, employant une très importante puissance de feu, roquettes, mortiers, etc. Les obus étaient tirés des positions de Mar

Youssef, Yassoua, Al Malek, Doq Mosbih et la caserne de Sarba. Les forces de l'armée ont occupé ce camp palestinien composé de 200 à 250 familles (2 500 personnes environ) toutes chrétiennes.

47 martyrs et blessés sont tombés, ce qui représente le tiers des forces de défense du camp.

C'est ainsi que le complot est révélé, petit à petit, et nous mettons tous les Arabes devant leur responsabilité historique.

Il suffit pour cela de souligner la déclaration faite par le bloc maronite réuni il y a quelques jours à Baada, sous la présidence de Soleiman Frangieh, président de la République libanaise, et qui a déclaré : «le conflit actuel est un conflit entre les Liba-

nais, notamment les chrétiens, et les Palestiniens qu'ils soient musulmans ou chré-

tiens». Cette déclaration explique l'offensive barbare menée contre ce petit camp isolé à quelque vingt kilomètres de Beyrouth près de la ville de Jounieh par les forces isolationnistes.

La situation devient de plus en plus alarmante.

L'armée libanaise se bat avec les forces isolationnistes ouvertement, bien que ce ne soit pas officiel. Le Commandement de l'armée prétend que ces régiments sont incontrôlés.

La dimension du complot est ainsi clarifié.

La Résistance palestinienne assume sa responsabilité appuyée par toutes les forces patriotiques libanaises en lutte contre ce complot.

Nos autres positions militaires et politiques sont solides.

Espagne : extension des grèves dans tout le pays.

SEPT POSTIERS ARRETES A MADRID

Sept postiers ont été arrêtés mercredi à Madrid, à la suite de la décision gouvernementale de faire réquisitionner par l'armée l'ensemble des services postaux, pour tenter de briser la grève qui dure depuis une semaine dans les postes espagnoles.

Parmi la vague de grèves qui s'étend à tout le pays et touche de nombreux secteurs, le conflit le plus dur reste celui de la métallurgie. Avant même de discuter le renouvellement de leurs conventions collectives les métallos veulent d'abord obtenir la libération de leurs camarades emprisonnés, le déblocage des salaires et la réadmission des ouvriers licenciés.

A Madrid, leur détermination est illustrée par le fait qu'ils s'emploient à mettre sur pied un comité com-

mun de grève pour coordonner leur action ; ils organisent également des caisses d'entraide.

Dans la construction, le conflit a pris une nouvelle ampleur hier, mercredi, touchant au moins 50 000 ouvriers, 15 000 employés de banque sont également en grève.

Outre Madrid, la Catalogne, le Pays Valencien, le Pays Basque, la Navarre, les Asturies, Santander et la vieille Castille sont également touchés par cet essor des luttes de la classe ouvrière espagnole.

Elle réplique ainsi au récent discours devant les Cortès du ministre des Finances qui avait annoncé que le pays «vivait au-dessus de ses moyens» et que l'augmentation des salaires était responsable de l'inflation.

A travers la presse occidentale

L'AGRESSION SOVIETIQUE DE PLUS EN PLUS CLAIREMENT PERÇUE

Passant en revue la situation internationale en 1975, en envisageant les perspectives pour 1976, la presse occidentale unanime estime que l'année écoulée a été marquée, non par «une détente irréversible», mais par l'accroissement des préparatifs de guerre soviétiques et leur expansion extérieure. Tous les journaux sont également d'accord pour estimer que 1976 sera une année de plus grands désordres encore dans le domaine international.

Dans un article publié le 29 décembre dernier, intitulé «La seconde guerre froide», le «New-York Times» écrit :

«A la fin de 1975, la détente est morte. La seconde guerre froide se poursuit... il est dangereux d'agir en prenant ses désirs pour la réalité... la détente a été tuée par le fait que l'URSS n'a pu s'empêcher d'exploiter nos faiblesses.»

Ce même jour, le «Chicago Tribune» écrit : «Depuis un certain temps, l'Europe éprouve doute et appréhension quant au processus des relations Est-Ouest. Ces sentiments naissent, pour une part, de la proximité des armées sans cesse plus fortes du pacte de Varsovie, et pour une autre part, de la reconnaissance de plus en plus aiguë de la politique expansionniste soviétique et du déséquilibre croissant entre elle et la réponse américaine.»

Plusieurs journaux soulignent que la Conférence d'Helsinki, en août dernier,

loin de lier les mains de l'URSS a, bien au contraire, stimulé son appétit d'agression et d'expansion. C'est le cas du journal «La Croix» qui affirme : «Le dialogue entre l'Est et l'Ouest n'est, en définitive, qu'une manœuvre subtile de l'URSS pour s'assurer la supériorité sur le monde occidental.»

Le «Newsweek» écrit de son côté : «Quelques semaines après le sommet, l'URSS démontrait par son attitude qu'elle n'avait aucune intention de tenir les promesses qu'elle avait implicitement faites à la Conférence d'Helsinki. Puis, au fur et à mesure, on vint à se poser de nouvelles questions sur les russes, quant à leur conception réelle de la détente, alors qu'ils appliquent une politique d'atermoiements à propos des "Salt" et qu'ils s'embarquent dans une aventure néocolonialiste en Angola.»

Pour le «Washington Post» (américain), «Nous avons laissé notre position militaire baisser dangereusement — de la supériorité sur les Soviétiques à la parité et maintenant à l'infériorité — dans tous les domaines.»

Pour le «Daily Telegraph» (britannique) : «Pour Moscou, la détente signifie qu'il se croit autorisé à poursuivre à son gré la politique expansionniste et à continuer son expansion des armements, tandis que l'Ouest doit soutenir l'économie soviétique.»

Quant aux «US News and World Report», dans un article du 5 janvier intitulé

«Regard sur 1976 : jusqu'où peut aller l'URSS ?», il note : «En Europe du Sud, "ventre mou" de l'Europe, les russes sont particulièrement agressifs... dans cette région la plus troublée sur le plan politique.»

Ces inquiétudes exprimées par la presse occidentale témoignent éloquemment que le bluff soviétique est en train de faire long feu et que, au delà de ses paroles de détente, sa nature agressive est de plus en plus clairement perçue.



Petit à petit des navires de guerre soviétiques franchissent le Bosphore pour renforcer la flotte de l'URSS en Méditerranée.

nouvelles intérieures

NOMBREUSES ACTIONS DES TRAVAILLEURS DE LA PRESSE contre le chômage

Le journal «Ouest-France» ne paraîtra pas ce jeudi matin. Les journalistes de ce quotidien régional se sont mis en grève pour 24 heures à une écrasante majorité : sur 240 journalistes, 239 se sont prononcés pour la grève. Ils refusent ainsi l'application d'une récente note de service aboutissant à une aggravation de leurs conditions de travail et de nouvelles menaces sur leur emploi. La direction du journal de son côté, cherche à opposer les lecteurs aux journalistes en évoquant une hausse du prix du journal «si certaines charges augmentaient exagérément».

Les grévistes ont immédiatement riposté en votant, également à la quasi unanimité, le principe d'une nouvelle grève de 24 heures le 22 janvier, s'il ne leur était pas aussitôt donné satisfaction.

— A Rouen des ouvriers et employés de l'imprimerie «Imro» ont fait irruption

mercredi soir dans les locaux du quotidien régional «Paris-Normandie» qu'ils ont occupé pendant deux heures.

Les manifestants, au nombre de 80 environ, ont distribué des tracts à l'intérieur de l'imprimerie et fait une prise de parole dans les ateliers de composition pour exposer leur situation. L'imprimerie «Imro», dont la liquidation des biens a été prononcée en septembre dernier par le tribunal de Commerce de Rouen, depuis lors, occupée par une partie des 125 travailleurs qu'elle employait.

Ceux-ci exigeaient, notamment, une meilleure information sur leur lutte de la part du «Paris-Normandie».

— Près de 200 ouvriers grévistes du «Parisien libéré» ont également fait irruption, hier mercredi, dans un dépôt d'archives du journal, rue Réaumur, à Paris. Ils ont répandu sur la chaussée près de 70 000 exemplaires du «Parisien libéré». Occupant les sous-sols et le pre-

mier étage de l'immeuble, les ouvriers grévistes ont vidé complètement les rayonnages en scandant «Amaury voilà tes archives!» pendant que d'autres grévistes portant de larges banderoles, bloquaient la circulation. Sept tonnes de papier ont ainsi été répandues sur la chaussée. Quelques heures après, malgré l'intervention rapide des services de voirie, plusieurs milliers d'exemplaires jonchaient encore la chaussée.

Les travailleurs de la presse manifestent ainsi de plus en plus vigoureusement leur opposition au chômage planifié par le gouvernement et le patronat qui entendent «restructurer» la presse sur leur dos. Conspuant les grands discours sur «les libertés» qui leur sont tenus quotidiennement de part et d'autres, ils revendiquent une des libertés essentielles que leur refuse le capitalisme en crise : celle de pouvoir travailler.

La publication des noms d'agents de la CIA à Paris NETTOYAGE DE LA CIA OU NETTOYAGE DANS LA CIA ?

La publication par le journal «Libération» des noms de 32 diplomates américains en poste à Paris appartenant à la CIA, continue de susciter des remous à Washington, à Paris et à Londres où l'hebdomadaire londonien «Time out» publie cette semaine, en écho à «Libération», trois nouveaux noms d'agents de la CIA en Angleterre.

Dans la capitale américaine le porte-parole de la CIA a déclaré que les responsables des services d'espionnage américains sont «évidemment préoccupés par la publication, par un journal étranger, d'une liste de personnes qui sont, à juste titre ou non, qualifiées d'employés de l'Agence centrale de renseignements», tandis

que dans de nombreux pays l'événement a été commenté par la presse comme un reflet de la crise actuelle de la CIA.

En effet, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la nature des sources «bien informées» qui ont permis la divulgation des noms de 32 espions. Est-ce le KGB ou bien la CIA elle-même ? La question n'est pas dénuée de fondement, car si KGB russe et CIA se livrent une guerre secrète acharnée, la CIA a également connu ces dernières années des secousses internes retentissantes.

Il y a actuellement une guerre des gangs au sein même de la CIA. Chaque clan sort ses dossiers et étale le linge sale sur la place publique. Par exemple un dossier vient de sortir qui met dans le bain le clan Kennedy : il fait des révélations sur les relations du président assassiné avec la mafia, les tentatives d'assassinat de Fidel Castro, les mœurs dissolues de John F. Kennedy, etc.

Mais ce n'est pas tout ; dans le cadre de la réorganisation des services, les nouveaux dirigeants de la CIA savent mêler le vrai au faux dans leurs révélations afin de faire chanter à l'occasion, des agents indociles. Ça peut aller plus loin. Ainsi il apparaît de plus en plus que l'agent de la CIA, Richard Welsh «liquidé» le 23 décembre dernier à Athènes, l'a été par la CIA elle-même : Richard Welsh était un agent double qui mangeait aussi au ratelier du KGB. L'opération dès lors fut simple : la CIA s'arrange pour faire savoir que Welsh est un de ses agents, une quelconque organisation anti-impérialiste-bidon intervient, liquide l'agent, la CIA s'en lave les mains et peut déclarer tranquillement aujourd'hui à propos de «Libération» : «l'expérience montre que la publication de telles listes constitue un acte irresponsable. Elle incite les fous et les fanatiques à attaquer individuellement les diplomates.»

Bien entendu, il n'est pas exclu que le KGB, le service d'espionnage du social-impérialisme russe soit à l'origine des divulgations faites dans «Libération» et «Time out», mais le profit qu'il en tirerait n'est pas très clair : des agents connus, il vaut mieux les surveiller ou tenter de les utiliser plutôt que de faire savoir qu'on les connaît : ils seraient remplacés par d'autres et le «travail» serait à refaire.

Quoiqu'il en soit la guerre intestinale de la CIA et la guerre secrète CIA-KGB sont inadmissibles en France comme partout dans le monde. Permettre l'activité de ces détachements de gangsters c'est permettre aux deux superpuissances de préparer activement une nouvelle guerre mondiale avec l'Europe comme principal champ de bataille.

Dans une lettre de prison, à la veille de son procès en février

EDMOND SIMEONI APPELLE

LA POPULATION CORSE A SE MOBILISER

Le dirigeant autonomiste corse, Edmond Simeoni, emprisonné à la prison de Fresnes depuis le mois d'août, évoque dans une lettre adressée à la presse corse sa prochaine comparution ainsi que celle de ses camarades. Il déclare notamment :

«Les récents propos du ministre de la Justice, ceux de certains magistrats, ne laissent désormais la place à aucun doute : les affaires d'Aléria et de Bastia seront jugées dès la deuxième quinzaine de février. Des condamnations sévères seront prononcées, le pouvoir laissant miroiter l'espoir d'une amnistie ultérieure. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur la prétendue justice rendue par la cour de sûreté de l'Etat, institution antidémocratique par excellence. Les procès des affaires d'Aléria et de Bastia ont valeur de test entre la politique répressive de l'Etat et les capacités de mobilisation, d'organisation du peuple corse en légitime défense, car menacé dans son existence. L'enjeu est donc immense.»

«Pour ma part, conclut le leader autonomiste, peu préoccupé par mon sort personnel, je veux vous apporter ma contribution efficace à la lutte salvatrice, commune et unitaire.»

Par ailleurs, la veille, Max Simeoni, ancien secrétaire général de l'ARC dissous en août 1975, a fait état de la création possible d'un nouveau mouvement en Corse

qui assumerait l'héritage de l'ex-ARC.

«Certains, dit-il, prennent d'ores et déjà une initiative dans ce sens. L'heure est, en effet, venue de rendre actif le potentiel de crédit intact de l'ex-ARC. La loi, dans le cadre de la dissolution, ne me permet pas de participer à un poste de responsable, mais je serai le premier à m'inscrire comme simple militant. Je

pense que la création de ce mouvement est le préalable indispensable avant la constitution d'un front avec les autres mouvements non dissous. Je ne crois pas à la fusion des Etats-majors, je crois plutôt à la convergence sur le terrain et dans l'action. Un jour, certes sans doute pas très lointain, cette convergence sera telle qu'elle aboutira à un rapprochement suffisant qui permettra un front naturellement réalisé.»

Pendant ce temps, les attentats terroristes dirigés contre des autonomistes se poursuivent. Le dernier en date a été commis dans la nuit de mardi à mercredi contre les éditions Cynos et Méditerranée dirigées par Dominique Alfonsi qui, la veille, avait stigmatisé dans un communiqué les mouvements clandestins contre-révolutionnaires qu'il avait qualifiés de fascistes. On fait état en Corse de l'arrivée au cours de ces dernières semaines de barbouzes du SAC qui seraient à l'origine de ces attentats destinés à jeter la confusion et la crainte.



«Le peuple corse en légitime défense, car menacé dans son existence...»

A l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris
UNE DELEGATION
DES OUVRIERS DE
L'IMPRIMERIE
«LA NOUVELLE»
A RENDU HOMMAGE
AU CAMARADE
CHOU EN-LAI

Une délégation des ouvriers de l'imprimerie «La Nouvelle» s'est rendue mercredi après-midi à l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris pour rendre hommage au camarade Chou En-lai.

La délégation s'est recueillie devant le portrait de Chou En-lai avant d'écrire sur le registre de condoléances :

«Le camarade Chou En-lai est mort.»

Les ouvriers de l'imprimerie «La Nouvelle» comme tous les communistes dans le monde sont en deuil. Mais pour transformer notre douleur en force, nous nous inspirerons de son exemple, de son esprit révolutionnaire prolétarien et pourrons ainsi servir toujours mieux la classe ouvrière et le peuple.

Que la mémoire du camarade Chou En-lai demeure immortelle dans le cœur du peuple français.»



la France des luttes

LES POSTIERS D'ORLEANS PREPARENT LE RASSEMBLEMENT OUVRIER DU 14 FEVRIER

Répondant à l'appel du comité de rédaction de notre quotidien, nous prenons la plume pour vous donner quelques indications sur le travail que nous comptons faire à l'occasion de la grande manifestation du 14 février 1976.

Nous sommes des travailleurs des PTT, nous avons mené récemment quelques luttes pour l'amélioration de nos conditions de travail. Ces luttes ont permis de faire aboutir quelques revendications : prise de service à 6 heures le matin, augmentation des effectifs (10 positions) et officialisation au tableau de service de 10 positions de travail. Ces luttes se sont menées sur le Centre de tri où nous travaillons.

Nous comptons monter un petit stand à l'occasion

du 14 février sur les thèmes suivants :

- luttes menées au cours de l'année 1975 et résultats obtenus ;
- notre combat antirévissionniste, avec nos axes d'intervention, quelques uns de nos tracts et les attaques des révisionnistes dans le « Postier du Loiret ».

Notre contribution sera modeste certes, mais elle nous permettra d'engager auprès de nos camarades de travail et de nos contacts un travail politique plus important.

Recevez, camarades, nos salutations fraternelles. Que 1976 soit fertile en actions de la classe ouvrière contre le capitalisme exploiteur et contre le révisionnisme.



DEPUIS TROIS SEMAINES LES ETUDIANTS NANTAIS LUTTENT CONTRE L'ARRETE SOISSON

Depuis trois semaines, les étudiants des facs de droit, sciences économiques, lettres et sciences sont en grève afin de lutter contre l'arrêté Soisson.

LA LUTTE DES ETUDIANTS, SES ORIGINES...

Cet arrêté est une suite et un complément de la réforme Haby et de la création du DEUG. Cet arrêté :

- accentue la mainmise patronale sur les facs (la fac de sciences cherche des contacts afin de faire de la recherche au profit d'entreprises locales en vue de rentabiliser ses travaux.
- accroît la sélection par la mise en place de commissions pédagogiques dans lesquelles le patronat est représenté. Ces commissions choisissent parmi les étudiants reçus à l'examen de fin d'année, ceux jugés aptes à passer dans l'année supérieure. Ainsi, à Nantes, 68 étudiants de 5^e année de droit ont vu leur carte d'étudiant retirée par une telle commission.

- crée des diplômes de valeurs différentes selon les facultés.
- envoi des étudiants en stage dans des entreprises ou des services, sans allègement de programme et sans rattrapage des cours.

La masse des étudiants a réclamé la mise en place d'un comité de grève chargé de coordonner toutes les initiatives ; il est constitué de délégués élus par section.

Les étudiants ont pris les moyens d'organiser une grève active par la création de commissions en vue de populariser le mouvement et d'informer les facs des autres villes.

Une animation a été créée dans les différentes facultés ; ainsi en fac de sciences il y a eu un intéressant montage sur la Commune de Paris réunissant une trentaine de personnes.

De nombreuses réunions de sections ont permis au maximum d'étudiants de s'exprimer. Il reste cependant à approfondir l'analyse politique de l'université et à orienter les luttes suffisamment clairement contre le capitalisme.

PROVOCATION DU POUVOIR ET REPRESSION POLICIERE

Malgré la dérobade de Soisson qui devait venir à Nantes samedi 10 janvier, et qui s'est abstenu en raison de « l'agitation des étudiants nantais », quelques centaines de manifestants se sont ras-

semblés pour appuyer la délégation devant rencontrer les autorités universitaires. La manifestation s'est déroulée dans le calme jusqu'à ce que les forces de « l'ordre » stoppent le cortège. Après plus de 30 minutes d'attente, le flic qui était « soi-disant » allé demander que notre délégation soit reçue ne revenait pas. Les étudiants à bout de patience tentèrent de forcer le barrage des flics pour poursuivre leur marche. Ceux-ci ont chargé, blessant plusieurs manifestants.

Après la manifestation, les unions syndicales étudiantes et des profs du SNES-Sup, ne voyant plus d'issue dans la poursuite de la grève, ont parlé de proposer la reprise des cours, cédant finalement aux directeurs d'UER ainsi qu'aux étudiants réactionnaires. Ils ont repris le mot d'ordre défaitiste : « Il faut savoir finir une grève. »

Lundi 12, les étudiants, révoltés par cette proposition de capitulation, ont démontré par un vote massif en faveur de la poursuite de la grève leur volonté et leur détermination à poursuivre la lutte.

Des étudiants ml de la fac de sciences.

Les papeteries La Chapelle Darblay manifestent devant le siège patronal aux Champs-Élysées

NON AUX LICENCIEMENTS NON AUX TRAHISONS

Mardi 500 travailleurs des 3 usines La Chapelle-Darblay (papeteries) de St-Etienne du Rouvray - près de Rouen -, de Grand Couronne et Corbeil ont manifesté devant le siège patronal aux Champs-Élysées.

Le but du patron est simple : restructurer son entreprise ; malgré les millions dépensés pour la modernisation de Corbeil, il préfère fermer l'usine de Corbeil (900 personnes), transporter une partie du personnel à Rouen où serait construite une nouvelle usine. Il pourra ainsi empocher le prix de son terrain à Corbeil et exploiter la classe ouvrière normande à plus bas prix. Des « promesses » de reclassement à Rouen sont faites pour les ouvriers professionnels et les cadres (400 à 500

personnes), les mobiles seront purement et simplement licenciés (OS, manutentionnaires).

Face à cela, la réaction de la CGT (très majoritaire) est nulle. Vendredi 9 janvier, à l'annonce du licenciement de 40 coupeurs à Corbeil, une grande discussion se tint entre les délégués CGT pour savoir s'il fallait faire 2 h ou 24 h de grève mardi pour la manifestation. Une passivité totale face aux licenciements qui s'annoncent ; dans les discussions avec le patron, il n'est question de Corbeil qu'au passé ! Pourtant nombreux sont ceux qui se souviennent du sort réservé aux travailleurs de Sopalin à Corbeil qui ont accepté de partir à Rouen : tous ont été licenciés dans l'année qui a suivi leur départ.

Mardi, pendant le rassemblement devant le siège, les dirigeants CGT de St-Etienne du Rouvray qui encadraient les travailleurs se sont opposés à ce qu'ils fassent une manifestation dans la rue et repoussaient les ouvriers sur le trottoir, faisant ainsi le boulot des flics tranquillement assis dans leur coin.

Des ouvriers de Corbeil - dégoûtés par le style promenade touristique - qui voulaient partir, s'en sont vus empêchés par la CGT !

Pourtant la combativité était grande et les délégués traités se retrouvent de plus en plus coupés des travailleurs.

Des travailleurs de
Darblay - Corbeil
et correspondant HR

MORLAIX

REPRESSION ANTISYNDICALE A L'HOPITAL

Après les récentes attaques contre des militants CFDT, les notations de fin d'année viennent de permettre à la direction de porter un nouveau coup à la CFDT : une déléguée syndicale se trouve avec 3 points de moins que les années précédentes. Une telle chose ne peut se produire qu'en cas de faute professionnelle grave. Or cette déléguée a 5/5 en aptitude professionnelle.

Mais 3 points de moins en ponctualité, pourquoi ? Alors qu'elle est, comme tout le personnel de service, souvent obligée de rester après l'heure à cause du travail et du manque de personnel soignant. La raison donnée par la direction est que les activités syndicales de cette déléguée ne plaisent pas au patron du service !

Ces notes ne sont en fait qu'un moyen de diviser le personnel, de réprimer ceux ou celles qui ne plaisent pas à la direction. C'est en effet la direction qui porte la responsabilité des notes mises au personnel. Les notes sont proposées par les surveillantes pour les employés et les aide-soignants, par le patron du service pour les infirmières mais la direction peut les modifier si elle le juge utile.

LES TRAVAILLEURS EXIGENT

Ne laissons pas la direction ni les patrons de services faire ce qu'ils veulent du personnel et des délégués syndicaux. Faisons respecter la liberté syndicale et ripostons publiquement à toute attaque de la direction. C'est

indispensable pour tous, si on veut améliorer les conditions de travail à l'hôpital. Le syndicat quand il se place sur une juste position de classe, est une arme pour défendre les travailleurs contre les patrons.

Le personnel de l'hôpital de Morlaix exige : le respect du droit syndical, une crèche fonctionnant jour et nuit, la titularisation immédiate des temporaires, l'augmentation des effectifs dans les services de médecine et de chirurgie, enfin l'intégration, pour tous, dans le salaire, de la prime discriminatoire de Simone Weil : les 250 F pour tous et intégrés dans le salaire de base.

Correspondant HR

Esswein-Thomson (La Roche-sur-Yon)

LES TRAVAILLEURS FERONT ECHEC AUX ATTAQUES ANTILOUVRIERES

En assemblée générale, les grévistes ont voté la reprise du travail. Ils réaffirment qu'ils rentrent tous unis comme le jour où ils ont décidé la grève. Ils considèrent que le résultat essentiel de ce conflit, plus que les avantages matériels (tels que la suppression de la récupération de deux jours de chômage technique ou le paiement de quelques jours) c'est la prise de conscience des travailleurs tout au long de cette lutte.

De plus ils considèrent comme une provocation et une pression morale contre le droit de grève la lettre que la direction a envoyée aux grévistes le vendredi 9 janvier. Dans cette lettre il leur est demandé de faire savoir les raisons de leur absence et s'ils sont en grève, faute de quoi ils peuvent être considérés en rupture de contrat de travail.

Il paraît également qu'un syndicat FO vient de se

créer et qu'il fait appel à ceux qui ont ou qui vont « déchirer » leur carte syndicale.

Gageons que cette « carte » de la collaboration de classe sera déjouée, que les travailleurs feront échec à toutes ces basses manœuvres. Et nous serons de nouveau avec eux pour les soutenir dans de nouvelles luttes.

Correspondant HR.



LA REFORME DU DIVORCE

Qu'y-a-t-il de changé ?

Quelle amélioration pour les travailleurs ?

En ce mois de janvier 1976, une nouvelle loi sur le divorce va être appliquée. Que va-t-elle changer ? Est-elle positive ou non ?

LE DIVORCE AVANT

LA NOUVELLE LOI

Jusqu'à présent le divorce a été régi par la loi Naquet, mais celle-ci, ayant subi de nombreux amendements, n'était plus vraiment appliquée. D'autre part les modifications législatives qui ont changé les rapports entre époux ont indirectement transformé l'application de ces articles, sans y toucher matériellement.

C'est ainsi par exemple que le fait pour une femme d'avoir une profession n'était plus considéré comme une injure grave pour le mari, pouvant être une cause de divorce.

LES MOTIFS DE DIVORCE

Les motifs légaux entraînant le divorce étaient jusqu'à présent : sévices ou injures graves, adultère, condamnation à des peines infamantes. En fait ces termes suffisamment vagues obligeaient les époux à des parodies d'injures, ou à des manœuvres hypocrites pour pouvoir divorcer. Mais derrière cette juridiction, le divorce recouvre une réalité caractérisée par plusieurs aspects propres au système capitaliste.

1 - UN ASPECT MORAL

Dans la procédure du divorce on désigne un coupable qui doit être châtié — privé de ses enfants, de ses biens, ... — et un innocent que la justice se fait forte de défendre. Le divorce n'est donc pas une séparation raisonnée de deux personnes responsables, mais un jugement moral impliquant la honte, la culpabilité, la punition.

2 - LE MÉPRIS DE LA FEMME

Toute l'histoire du divorce montre au grand jour la conception inférieure de la femme en système capitaliste. Ainsi jusqu'en 1943, la femme devait obéissance au mari, et le mari pouvait demander le divorce pour injure si sa femme n'était pas sous sa totale dépendance. De même le droit de « correction » était admis pour l'homme, la femme battue ne pouvait demander le

divorce pour cette raison. Pour la loi, il ne s'agissait pas de sévices, mais d'un traitement normal, puisque le mari était seigneur et maître, et la femme entièrement dépendante.

Certes, depuis 35 ans — seulement ! — la loi a reconnu à la femme mariée le statut d'un être humain : le droit de « correction » et la soumission totale ont été supprimés. Cela a résulté de l'importance du rôle joué alors par les femmes : entrée dans la production, lutte dans la Résistance. Ça n'a pas été un cadeau de la bourgeoisie, mais le résultat d'une lutte de masse.

Mais, malgré la suppression du droit de correction, jusqu'à maintenant la femme n'est, dans les faits, pas traitée à l'égal de l'homme dans les procédures de divorce. Ainsi pour l'adultère l'homme n'est considéré « en faute » par la justice qu'à son domicile ; ailleurs, il peut bien faire ce qu'il veut. Par contre l'adultère de la femme est jugé plus grave. « Le code traite les deux époux sur un pied d'égalité, mais les juges se laissent tout d'abord entraîner par la législation ancienne qui estimait beaucoup plus grave l'adultère de la femme. » (René Floriot).

Dans les faits, la différence de traitement entre l'homme et la femme demeure. Ainsi, par exemple, c'est le lieu où le mari habite qui constitue le domicile conjugal, et où la femme doit toujours vivre. Même une femme qui quitte le domicile conjugal parce que son mari la bat est jugée coupable !

L'égalité de droit, jusqu'à maintenant, a été un leurre. Non seulement par l'attitude de fait des juges, mais aussi par ce que la femme surexploitée, idéologiquement méprisée, sous-estimée chaque jour par la société, ne sait pas comment se défendre. Si elle a été traitée comme un chien par son mari pendant des années, comment peut-elle du jour au lendemain, devant l'appareil de justice bourgeois, faire valoir des droits qu'elle ne connaît pas, ou qu'elle n'ose pas demander, par esprit de soumission ?

3 - L'ASPECT COMMERCIAL

Le 3^e aspect du divorce, typiquement capitaliste aussi, est celui de profit, de rentabilité. Jusqu'à présent, le divorce coûte cher : un ou plusieurs millions, que les juges, avocats, notaires, se

mettent allègrement dans la poche sur le dos du peuple. Aux bourgeois la possibilité de payer un divorce assez équitable, aux prolétaires l'endettement, ou les procédures les plus injustes.

LA NOUVELLE LOI

D'emblée, disons que la nouvelle loi est un compromis car elle laisse subsister, à peu de choses près, le divorce tel qu'il était présent avec drames, déchirements, insultes.

Mais en plus de cette forme actuelle, la nouvelle loi envisage 3 autres formes de dissolution du mariage, qui tentent de dédramatiser le divorce.

1^{ère} FORME :

REQUETE CONJOINTE

Le divorce par requête conjointe, qui est la forme revue et corrigée du divorce par consentement mutuel. En fait ce divorce existait déjà, dans la mesure où l'on tournait la loi par des artifices qui ne trompaient personne : faux témoignages, fausses lettres d'injures, etc.

Mais l'aspect nouveau, positif, c'est la suppression de la parodie de justice, des témoignages de complaisance, ... de la comédie hypocrite encouragée par les tribunaux.

La notion de coupable et d'innocent, dans ce cas, sera supprimée. Autre aspect positif, la durée des formalités sera moins longue qu'avant. Elle sera dorénavant de 4 à 6 mois environ.

Mais ce qui est négatif, c'est que pour divorcer de cette première façon, le mari et la femme devront mettre au point un protocole de désaccord — donc avoir un certain niveau « culturel » — et de toute façon un ou deux avocats seront nécessaires : les sommes à déboursier seront toujours extrêmement importantes. L'aspect commercial demeure.

2^e FORME :

ACCORD DU CONJOINT

Le divorce sur demande acceptée par l'autre conjoint. Un époux demande le divorce pour telle ou telle raison, l'autre, étant d'accord sur ces faits, qui ne lui sont pas forcément imputables, accepte le divorce : par exemple, pour incompatibilité d'humeur. Ce qui est positif, c'est que les notions d'innocence et de culpabilité disparaissent, et les causes

du divorce ne sont pas jugées par le tribunal, qui n'en juge pas la gravité. Mais là aussi, le divorce coûtera très cher, car deux avocats seront nécessaires.

3^e FORME :

SÉPARATION DE FAIT

Après 6 ans de séparation de fait, le divorce sera presque automatique.

Cette forme supprimera les liens factices des gens séparés de fait, et réduira les ménages doubles.

Mais, d'un autre côté, les textes donnent la possibilité à un époux d'obliger son conjoint à divorcer contre son gré, et dans ce cas, c'est la femme idéologiquement soumise, qui en pâtira.

L'aliénation mentale sera aussi une cause de divorce, en cas de non-guérison possible. Mais qui tranchera et comment ?

LA 4^e FORME

C'est celle qui jusqu'à présent est en vigueur : « Le divorce peut être demandé par un époux pour des faits imputables à l'autre lorsque ces faits constituent une violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations du mariage et rendent intolérable le maintien de la vie commune. »

* * *

La réforme du divorce ne change rien fondamentalement. Et il ne peut en être autrement. La procédure de divorce comme n'importe quelle juridiction a un contenu de classe, c'est actuellement la bourgeoisie qui l'établit, et elle ne peut aller contre ses intérêts.

Ainsi, comme toute autre juridiction bourgeoise, la procédure de divorce contribue à perpétuer les rapports sociaux existants en société capitaliste. Mais le divorce en soi n'est-il pas au-dessus des classes ? Non. Il suffit de regarder. Souvent, des travailleurs en viennent à divorcer parce que, au départ, la vie a été rendue impossible par de mauvaises conditions matérielles : la pauvreté, un logement exigu dans lequel ni l'homme ni la femme, rentrant exténués de leur travail, ne pouvait se reposer... le chômage, les dettements, les difficultés matérielles qu'il y a à élever des enfants, etc., aboutissent fréquemment au divorce... Il est important de bien voir que, chez les travailleurs, les causes de divorce, elles-mêmes, sont dans la plupart des cas engendrées par le système capitaliste d'exploitation.

social

LOGEMENT

LA BOURGEOISIE A DONNE

LE FEU VERT AUX EXPULSIONS

ET AUX HAUSSES DE LOYERS

DANS 26 000 LOGEMENTS

Depuis le 1^{er} janvier dernier une nouvelle tranche de loyers réglementés, s'appliquant aux immeubles anciens de province de la catégorie II A, a été « libérée ».

QU'EST-CE QU'UN «II A» ?

Un immeuble de la catégorie II A est un immeuble ancien, construit avant 1939, mais de qualité relativement bonne. Il dispose d'un ascenseur s'il fait plus de trois étages, il dispose également d'un chauffage central et d'une salle de bains pour 3 chambres.

Ce sont des logements de qualité assez bonne pour des locataires de revenus modestes, ou très modestes. La décision prise très récemment de « libérer » ces loyers, jusque là réglementés par la loi de 1948, correspond au désir de la bourgeoisie de « libérer » ces immeubles de leurs occupants non-bourgeois.

LES PROPRIÉTAIRES DONNENT LIBRE COURS A LEUR SOIF D'ARGENT

Cette mesure prise par la bourgeoisie touche 26 000 loge-

ments. Jusqu'ici leurs occupants bénéficiaient de la loi de 1948 qui fixe le maximum des loyers par catégorie. Désormais les locataires seront soumis, sans recours possible, au bon vouloir de leurs propriétaires ; ceux-ci peuvent augmenter les loyers comme bon leur semble. Seuls les locataires âgés de plus de 65 ans continuent de bénéficier de la loi de 1948.

Et comme cela ne suffit pas encore, la bourgeoisie parle également de « libérer » les loyers de la catégorie II B. La logique de la bourgeoisie, Morel, président de la chambre parisienne des propriétaires, l'a exprimée avec un beau cynisme : « Si un locataire vit dans un appartement au-dessus de ses moyens parce qu'il a eu le privilège de la loi 48, je ne vois pas du tout pourquoi on le maintiendrait et on lui donnerait un droit intangible !!! »

Le feu vert est donc donné aux hausses de loyers, mais aussi aux expulsions de locataires.



Depuis que le capitalisme existe, les travailleurs ont dû endurer les expulsions et les hausses continues de loyers. Toujours ils se sont opposés à cela, en occupant les maisons d'où on menaçait de les expulser, en descendant dans la rue pour manifester contre l'exploitation et l'oppression dont ils sont victimes dans les logements.

LE BIDONVILLE DE LA DIGUE DES FRANÇAIS A NICE SERA RASÉ MI-FÉVRIER

Depuis un moment à Nice, on attendait la date d'hier, 15 janvier, avec anxiété.

Il était en effet prévu que le grand bidonville de la Digue des Français, abritant encore 2 000 travailleurs immigrés, serait détruit ce jeudi. Cela n'a pas eu lieu. En effet les foyers dans lesquels la SONACOTRA doit reloger les travailleurs ne sont pas finis de construire. A ce pro-

pos, il est utile de préciser que, contrairement à ce que pouvait laisser entendre l'article paru dans notre édition datée du 7 janvier, c'est grâce à l'action des travailleurs à l'intérieur du bidonville que la baisse des loyers annoncés pour ces foyers par la SONACOTRA avait pu être obtenue, et non à cause d'une action à l'intérieur des foyers, qui ne sont toujours pas habités.

L'objectif de notre souscription n'a pas été atteint... pourtant

NOUS AVONS BESOIN DE 25 MILLIONS

L'Humanité rouge est aujourd'hui tirée sur rotative.

Il y a un an, notre journal était également tiré sur rotative, mais pourtant beaucoup de choses ont changé.

D'abord et surtout notre journal est aujourd'hui quotidien. C'est-à-dire qu'à travers différentes étapes successives nous sommes arrivés à fabriquer, en comptant sur nous-mêmes, un journal permettant de briser le monopole de la bourgeoisie sur la presse.

Notre journal est en mesure de s'opposer à l'information des réactionnaires quelle que soit la couleur dont ils se peignent. C'est un journal de combat au service de la classe ouvrière, des masses paysannes exploitées et de tous les travailleurs de notre pays.

C'est un journal qui entend dénoncer la servilité de

telle ou telle presse aux monopoles capitalistes français, et aux deux superpuissances.

Notre quotidien est un journal de parti ; un journal qui défend la ligne idéologique et politique du PCMLF, seul véritable parti communiste à nos yeux qui combatte réellement en France pour le socialisme et l'indépendance nationale.

Notre journal a donc remporté une première victoire en pouvant sortir sous sa forme actuelle. Ces quelques succès obtenus, nous les devons à vous qui nous soutenez financièrement et matériellement de diverses façons.

La bataille d'une souscription nationale de 25 millions que nous avons engagée le premier décembre va dans ce sens.

Dans un régime bourgeois, si démocratique qu'il

se prétende, la liberté de la presse n'est qu'une phrase creuse ; c'est la bourgeoisie qui détient les richesses du pays et elle sait en tirer parti pour imprimer tout ce qu'elle veut.

La seule solution pour que les travailleurs dispose d'un outil, d'une véritable presse ouvrière, est de s'unir autour de lui, de le soutenir et d'y contribuer.

La presse ouvrière, depuis plus d'un siècle en France n'a toujours eu que cet unique moyen à sa disposition pour vivre et se développer.

En nous mettant à l'œuvre pour recréer un véritable quotidien communiste, tel que le fut l'Humanité autrefois, nous savions que nous aurions de nombreuses difficultés.

Aujourd'hui, pour que notre journal puisse être distribué dans tous les kiosques

de France, nous avons ouvert cette souscription de 25 millions pour la date du 15 janvier. Nous n'en sommes aujourd'hui qu'à la moitié.

L'objectif financier restant le même, nous appelons nos amis lecteurs et militants à répondre massivement à la souscription, en suivant les indications pratiques ci-dessous.

Oui, la bataille de l'HR quotidien est une bataille avant tout politique.

Et ce caractère est plus évident que jamais au moment où le PCF s'apprête à renier officiellement dans son XXII^e Congrès et la notion de prolétariat et la notion de dictature du prolétariat, notions fondamentales du marxisme et du léninisme.

Souscrivez, amis et camarades, pour la dictature du Prolétariat.

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Sousc. le 13/1/76 à 14 h.	85 430,72 F	CDHR Audin 2 ^e vers.	415,00 F	Les membres d'un cercle ml de Bourgogne	229,00 F	Des sympath. de la Saft	80,00 F
CDHR C. Michels	4 000,00 F	Sousc. de masse dans un lycée	12,50 F	Des ml de l'Est	250,00 F	CDHR de Bretagne	100,00 F
CDHR Hapiot	400,00 F	Un élève CET	3,00 F	Suppl. cde cal. ME	40,00 F	DJM	40,00 F
Sur vente de timbres	50,00 F	Un élève école normale	0,50 F	CDHR Boupacha 3 ^e vers.	50,00 F	CDHR J. Baena	120,00 F
Bretagne en timbres	604,80 F	Ds un secteur rural de la Mayenne au 20/12	400,00 F	Collecte sur une place	22,50 F	Sur un marché	8,50 F
Un lecteur en timbres	12,00 F	Un secteur rural de la Mayenne au 12/1	430,00 F	Ma modeste contrib. à la sousc. en espèces	100,00 F	Un maçon espagnol	10,00 F
CDHR C. Zetkin	800,00 F	M. Mme B. Antony pour la sousc.	200,00 F	CDHR Victor J.	652,50 F	Un enseignant	40,00 F
Un lecteur et une lectrice de Bretagne	100,00 F	Des lecteurs de l'HR	37,00 F	Sur le front paysan	235,00 F	Anonyme	10,00 F
Pour la source. BAA	100,00 F	Un ml diffuseur d'HR	70,00 F	CDHR Col. Fabien 3 ^e vers.	301,50 F	CDHR G. Politzer	954,00 F
Des camarades de la SNECMA Gennevilliers	400,00 F					UJ pour la sousc.	200,00 F
						TOTAL AU 14/1/76 MATIN	96 908,52 F

NOMBREUX MESSAGES en hommage à la mémoire du camarade Chou En-lai

Depuis l'annonce, le 8 janvier de la disparition du camarade Chou En-lai, notre journal n'a cessé de recevoir de nombreuses lettres rendant hommage au grand révolutionnaire prolétarien.

Nous en avons reçu de la part de cercles de diffusion de notre quotidien.

Nous en avons reçu de la part de Comités de parti, de cellules et de militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France, venant de la France entière.

Toutes reflètent la grande et profonde tristesse des militants communistes dès lors qu'ils apprenaient la mort du vice-président du Parti communiste chinois, Chou

En-lai, compagnon d'armes du Président Mao Tsé-toung.

Toutes reflètent la grande douleur de notre peuple, pleinement associée à celle de tout le peuple chinois en deuil.

Toutes reflètent également la volonté des communistes et des travailleurs avancés de France, de dépasser notre douleur, de la transformer en force pour accomplir nos tâches révolutionnaires comme avait su le faire sans y faillir une fois le regretté camarade Chou En-lai.

Nous voulons remercier tous nos amis et correspondants pour les multiples lettres qu'ils nous ont adressées. Nous ne pouvons les publier faute de place.

Textes traduits de la presse chinoise



Prix : 5 F.

vent d'est

n°1

Vent d'Est est une nouvelle publication trimestrielle qui se propose de présenter des articles de différentes revues chinoises qui, tout en étant accessibles aux étrangers, restent souvent méconnues du public français. Les traductions ont pour but de couvrir les thèmes variés qui sont autant de débats vivants en Chine populaire : organisation du travail et vie quotidienne, problèmes scientifiques et techniques, révolution dans l'enseignement, mouvements d'étude et de critique philosophique, historique, artistique, etc. Les textes publiés par Vent d'Est sont traduits par des personnes résidant actuellement en Chine ou qui y ont séjourné plusieurs années.

RENNES MEETING REGIONAL DE L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 18 JANVIER

A PARTIR DE 15 HEURES, SALLE DES LICES

ET DES 10 HEURES DU MATIN

- possibilité de discuter avec des représentants de notre journal ;
- exposition sur les luttes de la région sur la situation en France et dans le monde ;
- projection d'un film sur la grève récente à «Mammouth» ;
- ainsi que du film de l'intervention des communistes (marxistes-léninistes) à la télévision ;
- possibilité de prendre sur place son repas du midi.

MARSEILLE

SOIREE D'HOMMAGE A CHOU EN-LAI

LE JEUDI 15 JANVIER A 20 H 30

SALLE GUERNICA

Rue Lodi à Marseille

A L'APPEL DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Association des Amitiés franco-chinoises organise en hommage à Chou En-lai, décédé le 8 janvier, une soirée commémorative :

Le lundi 19 janvier à 20 h 30 au Centre international de séjour à Paris 6, avenue Maurice Ravel Paris 12^e (métro Porte-dorée)

DEMENTI

Mis en cause par Daniel Guérin dans son livre «Les assassins de Ben Barka», M. Lucien Bitterlin, actuellement secrétaire général de l'Association de solidarité France-Pays arabes, nous a fait parvenir copie de la lettre du 8 janvier 1976 par laquelle il oppose un démenti absolu aux assertions contenues dans l'ouvrage en question, le mettant en cause ainsi que d'autres personnes ayant combattu l'OAS.

M. Bitterlin précise en particulier que lui-même et les militants qui ont combattu en Algérie les criminels de l'OAS n'ont jamais compté dans leurs rangs les nommés Jean Augé, Figon, Christian David et Marcantonio (dont les noms ont été mêlés à l'assassinat du leader marocain Ben Barka).

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 - L'Esprit

LE CALENDRIER DE NOUVEAU DISPONIBLE DÉBUT JANVIER

Passer vos commandes à notre adresse postale :

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

AFFICHEZ L'H.R.





Sciences

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE ET LES MANIPULATIONS GENETIQUES

L'Organisation mondiale de la santé a réaffirmé dans son mensuel publié lundi à Genève, son appui à la poursuite de la recherche sur les «manipulations génétiques» (1), mais avec certaines précautions.

Ces opérations, notamment la recombinaison artificielle de l'acide désoxyribonucléique (ADN, élément essentiel de l'hérédité), avaient été interrompues l'an dernier pendant plusieurs mois dans le monde à l'initiative des chercheurs eux-mêmes, inquiets devant les utilisations possibles de ces techniques à des fins moralement condamnables.

Le Comité consultatif de la recherche médicale de l'OMS recommande la poursuite de la «recherche microbiologique, y compris les études sur la manipulation génétique et la fusion cellulaire, car elle est de la plus haute importance pour le progrès de la médecine et de la santé publique.»

Il indique qu'il attache une grande importance à la recherche sur les manipulations naturelles de micro-organismes, particulièrement celles qui sont potentiellement dangereuses. «Il est essentiel d'éclaircir certains processus pour évaluer les risques liés aux modifica-

tions génétiques». Il recommande un accroissement de la coopération internationale dans cette recherche.

L'OMS rappelle les risques qui avaient été mis en évidence par nombre de chercheurs dans le monde face aux «manipulations génétiques», mais elle estime que ces risques sont «purement théoriques à l'heure actuelle».

On redoutait, selon l'OMS, «la création de nouveaux micro-organismes inconnus, et la possibilité que l'un d'eux ne s'échappe du laboratoire et occasionne des maladies».

Dans un autre article du mensuel de l'OMS, le Dr Jean Jonchères précise que l'on est «encore très loin de l'application étendue des manipulations génétiques, mais on est en droit de se demander si on ne sera pas un jour tenté d'incorporer à l'œuf (humain) un gène ou un groupe de gènes» (2).

Cela pourrait, selon lui, «produire un être supérieurement doué intellectuellement ou manuellement, d'une taille X, de cheveux blonds ou bruns, de sexe masculin ou féminin à volonté et la suppression de l'enfant qui ne serait pas du sexe désiré».

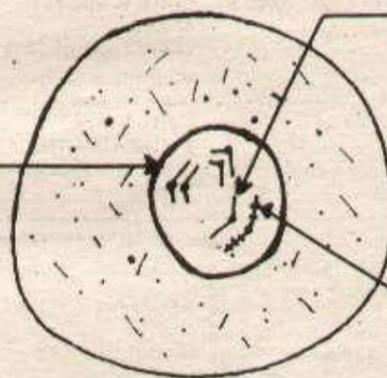
«Ce serait alors, conclut-il, la réalisation du "meilleur des mondes" et du "bébé-éprouvette", thèmes chers aux auteurs de science-fiction, fiction d'ailleurs largement inspirée de la réalité si l'on se rappelle les expériences des criminels nazis dans les camps de concentration pour tenter de créer une race «pure» aryenne de surhommes.

(1) La génétique, en biologie, est la science de l'hérédité.

(2) Un gène est un élément du chromosome qui détermine un des multiples caractères, stable et transmissible héréditairement, de l'individu (par exemple groupe sanguin, couleur des yeux, taille, etc).

CELLULE : Tout être vivant, animal ou végétal est composé de cellules (de 1 à plusieurs millions chez l'homme).

NOYAU : Il contient des chromosomes, dont le nombre, la forme et la constitution sont caractéristiques de l'espèce (chez l'homme : 46 chromosomes).



CHROMOSOME sur lequel se trouve un très grand nombre de «lieux» actifs appelés «gènes». A partir de ces gènes, se forment, par «copie» les protéines, grosses molécules complexes, constituant la matière vivante. Chaque cellule en est elle-même composée.

Un virus, considéré dans certaines théories comme issu de cellules dégénérées s'infiltre dans une cellule et y vit en «pirate», faisant fonctionner la cellule pour son propre compte, au détriment des «ordres» donnés par les chromosomes normaux. Ce qui peut provo-

quer de très graves maladies. On voit «l'intérêt» des recherches sur les manipulations génétiques, notamment dans le domaine militaire pour les pays impérialistes.

Théâtre

A la Cartoucherie de Vincennes

«HISTOIRE VIEILLE TAUPE, TU AS FAIT DU BON TRAVAIL» Une pièce de la troupe «Z»

Le Théâtre de l'Aquarium, depuis le 9 janvier, reçoit nombre de groupes culturels progressistes qui confrontent leur conception politique sur le théâtre.

De tous ces groupes, la Troupe «Z» est la plus «populaire», du moins la plus connue, avec leur nouvelle pièce «Histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail».

Ils voulaient que la pièce «exprime une réflexion politique de la troupe sur les luttes ouvrières, le mouvement ouvrier depuis 68» et aussi s'appuyer sur «tous les acquis concrets des luttes».

Leurs thèmes ? Une usine occupée par les travailleurs en Mai 68 ; une grève dans une usine de pantalons qui «redécouvre la lutte des Lip» ; la grève chez Chausson, et pour terminer la lutte des ouvriers du Livre du Parisien libéré.

On a la vague impression, durant ces deux heures de spectacle, que la classe ouvrière, depuis 68, n'a pas progressé d'un pouce.

On dénonce le rôle conciliateur du syndicat CGT, mais pas un mot sur la trahison des Accords de Grenelle.

On «redécouvre la lutte des Lip», mais nous montrons des assemblées générales ouvrières, des comités de grèves, ou simplement en parle-t-on ?

On accuse la fameuse «fatalité» dans les non moins «fameux» accidents de travail ; mais quelle est la réaction des travailleurs devant ce meurtre de la pièce ?

Pendant la grève chez Chausson, les travailleurs se heurtent aux jaunes de la CGT, mais cette juste colère nous est-elle montrée ?

Montrer les révoltes spontanées de la classe ouvrière, révoltes justifiées, c'est bien ; mais la Troupe «Z» ne préconise rien, et ne montre pas l'utilité d'un parti, expression organisée du prolétariat, capable d'entraîner tous les travailleurs dans une lutte de classe conséquente contre la bourgeoisie. La Troupe «Z» dans sa pièce mène une certaine dénonciation de la bourgeoisie et des traîtres à la classe ouvrière.

Mais cette dénonciation est loin d'être conséquente.

Littérature ou finances ?

QUI AURA LES DROITS D'AUTEUR D'AGATHA CHRISTIE ?

Certains vont encore dire que l'on «voit partout de la politique là où il n'y en a pas» mais chaque jour apporte toujours plus de faits pour prouver le contraire.

En effet, l'auteur féminin anglais, Agatha Christie, que tout le monde connaît pour ses romans policiers, fut aussi une «femme d'affaires». On a pu établir que ses revenus annuels

se montaient environ à 100 millions d'anciens francs. Avec de telles rentrées (ça se vend bien le roman policier...), Agatha Christie avait fondé «l'Agatha Christie limited company», destinée à gérer, investir, utiliser et faire fructifier tous ses petits sous.

Depuis qu'Agatha Christie est morte, les actionnaires de la

Compagnie s'entre-dévoient pour essayer de s'approprier les droits d'auteur. Parmi ces actionnaires on retrouve beaucoup des membres de la famille d'Agatha Christie, dont son mari, son frère (propriétaire foncier). Un de ses parents possède les droits d'auteur de la pièce d'Agatha Christie «La souris» qui fait salle comble à Londres depuis 23 ans ! Soit des sous pour plu-

sieurs milliards !
Qu'on n'aïlle pas nous dire après que l'art c'est l'art, que les grands artistes ne vivent que pour leur art en oubliant toutes les misérables contingences matérielles. D'ailleurs Aznavour, Nana Mouskouri, Claude François, Halliday et Polnareff ne vivent-ils pas que pour leur art ? A moins que ce ne soit leur art qui les fasse vivre...

télévision

LE SCHPOUNTZ de Marcel Pagnol

Mercredi soir, on pouvait voir sur FR 3, dans le cycle Marcel Pagnol, le film «Le schpountz».

Un «schpountz», c'est un peu tout ce que l'on veut : «l'idiot du village», le «fada», l'imbécile, toutes ces définitions ne correspondant guère à la réalité. Cette réalité-là semble plutôt être fabriquée à partir des conceptions bourgeoises de la vie. En effet, le film de Pagnol ne veut montrer rien d'autre que le problème de «l'ascension sociale» d'un homme du peuple.

Mais toutes les données du problème sont fausses. Cet homme du peuple, le schpountz, joué par Fernandel, est surtout un petit bourgeois issu du milieu du petit commerce marseillais.

C'est une habitude de Pagnol dans ses films. Tous les personnages qu'il met en scène ne sont pas des prolétaires et ceux qui sont les «héros» de l'histoire, ce sont, semble-t-il, des gens comme le schpountz.

Les films de Pagnol sont très appréciés et très populaires, surtout quand y jouent de si bons acteurs que Fernandel ou Char-

pin. Mais les sentiments y sont exploités, sont «faciles» et démagogiques. Certes ce sont des sentiments que l'on trouve dans le peuple — plus ou moins inculqués d'ailleurs par la bourgeoisie —, comme le désir de la «réussite sociale». Mais Pagnol s'en sert très habilement pour émouvoir un public populaire et lui inculquer d'autres idées, en particulier une certaine «philosophie» de la vie qui oublie beaucoup la lutte de classe.

Ce n'est pas pour rien, d'ailleurs, que ce film a été tourné en 1938, à l'heure où la guerre était préparée — sinon commencée — partout dans le monde. N'entend-on pas dire Pagnol, par la bouche d'Orane Demazis, en parlant de Fernandel, «qu'être comique c'est formidable», que «le plus grand service que l'on puisse rendre aux gens, c'est de leur faire oublier leurs soucis», «d'alléger les souffrances du peuple».

On peut se poser des questions sur les buts de Marcel Pagnol, surtout lorsqu'on sait qu'il continua, sous l'occupation nazie, à produire le même genre de films faits pour «oublier».

L'Humanité Rouge

TOUS UNIS, TOUS ENSEMBLE POUR DES REVENDICATIONS PROPRES AUX CHOMEURS

Tous les secteurs de l'économie de notre pays sont touchés par la crise ; le monde capitaliste est en crise. L'impérialisme américain et le social-impérialisme russe sont en crise, et leurs méfaits, leurs crimes comme leur prétention à la double hégémonie mondiale ne sauraient dissimuler la réalité de leurs difficultés croissantes. L'impérialisme français, comme tous les autres impérialismes, est aussi en crise.

LA CRISE EST MONDIALE

La crise mondiale du capitalisme provient certes des contradictions internes apparues entre les pays impérialistes eux-mêmes. Mais elle découle aussi et surtout de la résistance victorieuse aux agressions impérialistes des peuples révolutionnaires du Vietnam, du Cambodge, du Laos, et aussi de Palestine, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, contre l'impérialisme américain. Pour le social-impérialisme russe, elle découle de la résistance contre l'oppression social-fasciste des peuples de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, etc, qui rejettent l'oppression coloniale du social-impérialisme russe.

La crise mondiale du capitalisme et des pays riches découle des luttes historiques et des victoires déjà remportées par les pays, par les nations, par les peuples prétendus pauvres, et pauvres provisoirement en effet parce qu'ils ont été occupés, spoliés, pillés par ces fléaux atroces et implacables de l'histoire qui ont nom impérialisme et colonialisme !

Les deux superpuissances, USA et URSS, affaiblies par les victoires des peuples du tiers monde, tentent de dominer le monde afin de résoudre leurs propres difficultés, et ils importent sur les pays moins puissants leur propre crise. La France, actuellement, traverse une crise qui est liée à cette importation.

LA POLITIQUE BOURGEOISE

Dans cette situation, les capitalistes français appliquent une politique de rentabilisation et de restructuration de leur usine, afin d'augmenter leurs profits en le faisant payer à la classe ouvrière avec un maximum de production, et en essayant de contenir le développement toujours plus grand des luttes de la classe ouvrière. Leur rentabilisation et leur restructuration entraîne pour des millions de travailleurs de France, les licenciements et le chômage.

QU'EST-CE QUE LE CHOMAGE ?

Le chômage, ce n'est pas seulement l'affaire d'une politique mais aussi d'un système social : la production en système capitaliste étant régie par la loi du profit maximum, liée à l'économie de marché, dans laquelle la force de travail des ouvriers est une marchandise achetée plus ou moins chère suivant les exigences du marché et aussi du rapport de combativité des travailleurs. Le chômage n'est donc pas « accidentel », il est indissociable du capitalisme, ainsi la crise capitaliste s'aggrave, la liste des chômeurs totaux et partiels s'allonge sans cesse. Le chômage signifie concrètement : la mise à la porte de milliers de travailleurs sans espoir de retrouver un autre emploi pour les plus âgés et ceux atteints par la maladie professionnelle. Pour les familles, c'est l'aggravation de leurs conditions de vie déjà rendues pénibles par les hausses de prix et les salaires de misère. Pour les jeunes, c'est la difficulté de trouver un emploi avant le service militaire, ou de ne pas être réintégré à leur poste de travail lors de leur retour à la vie civile. Pour les immigrés, sans travail et soumis aux contrôles policiers incessants, c'est la menace permanente de l'expulsion. Le chômage sert aussi la division (en plus des divisions courantes Français-immigrés, jeunes-vieux, femmes-hommes, travailleurs permanents-travailleurs intérimaires, travailleurs actifs-chômeurs, il crée de nouvelles divisions, comme les 90 % de salaire payé pendant un an à seulement 10% de chômeurs !

FACE AUX EXPLOITEURS DE TOUT POIL UNE SEULE REPONSE LA LUTTE !

Les travailleurs en système capitaliste, ne peuvent avoir comme seules perspectives, que la lutte pour leur émancipation totale, et dans l'immédiat que l'union sur une base de classe pour faire échec à toutes les manœuvres, et plus particulièrement à tout licenciement.

Le PCF, traître au marxisme-léninisme, traître à la classe ouvrière, veut faire croire qu'il soutient la lutte des chômeurs (sic). Mais comment le peut-il alors qu'il a oublié les mots : révolution prolétarienne et classe contre classe ? Comment peut-il être un véritable soutien de la classe ouvrière quand il dit (*malgré son cinéma actuel !*) que l'URSS, ce pays social-fasciste qui est le plus grand danger de guerre pour les peuples

d'Europe, se déclare pour la détente pacifique ; alors qu'il s'arme jusqu'aux dents pour mieux disputer son hégémonie, son partage du monde avec l'autre superpuissance USA ?

Ce que veulent les sociaux-impérialistes russes, c'est s'infiltrer parmi nous par le biais de son valet, le PCF, afin d'exploiter le mouvement ouvrier dans son propre intérêt, préparant idéologiquement le terrain de ses maîtres de Moscou.

Sinon, à quoi sert la ligne « pacifiste », défaitiste, antimilitariste du PCF si ce n'est à désarmer la classe ouvrière et notre peuple face aux dangers qui nous menacent ?

la classe ouvrière se dresse contre le chômage, contre la bourgeoisie capitaliste, contre le révisionnisme, pour préparer ensemble la révolution prolétarienne sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde marxiste-léniniste.

DEVELOPPONS PARTOUT L'ACTION

Nous devons nous opposer et tout faire pour l'interdiction des poursuites, saisies, expulsions, coupures d'eau, gaz, électricité et la réduction



Croquis sur le vif d'une assemblée de chômeurs dans le 14^e arrondissement à Paris le 12 décembre 1975.

ORGANISONS LA LUTTE

C'est ensemble que nous devons nous organiser et lutter pour nos droits, nous travailleurs actifs, chômeurs totaux ou partiels, tous ensemble nous devons exiger les droits des chômeurs : les transports gratuits, l'électricité et le gaz, les loyers avec des réductions et des facilités de paiements, des indemnités pour tout chômeur égales au SMIC, le report des impôts.

Nous devons mener la lutte contre le chômage, par des liens noués solidement entre tous les travailleurs, chômeurs et travailleurs actifs, nous jeunes et vieux, travailleurs français et travailleurs immigrés, femmes et hommes. Qu'une forte unité de combat se forge entre eux. Que partout des actions soient menées contre la bourgeoisie qui nous exploite et nous jette au chômage, comme les chômeurs de Toulouse, Paris 15^e, Paris 13^e, les locataires de la cité des « Marronniers » à Vitry qui s'opposent aux saisies mobilières. Que toute

des impôts directs en fonction de la baisse réelle des revenus.

Des actions ont été faites par les chômeurs, obligeant les municipalités, comme à Toulouse, à obtenir la gratuité des transports en commun aux chômeurs dont les aides ne dépassent pas 1 500 F par mois. Ce genre d'actions doit s'intensifier partout.

Nous devons intensifier l'unité entre travailleurs actifs et chômeurs afin que le travailleur privé d'emploi obtienne une indemnité égale au SMIC, les transports gratuits, la réduction des impôts, des factures gaz-électricité, du loyer, des crédits et non pas le paiement échelonné. Mais ce qu'il faut éviter, c'est de créer des ghettos de chômeurs. Il faut permettre à tous ceux qui sont sans travail de s'exprimer, il faut rompre l'isolement du chômeur et le sentiment d'oppression qu'il éprouve.

Le chômage est un aspect important de la lutte des classes. Travailleurs actifs ou chômeurs ont le même adversaire.

Un travailleur marxiste-léniniste